



## CALENDRIER DES CONCOURS PROGRAMMÉS EN 2018 EN RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Ce calendrier ne constitue pas un engagement des Centres de gestion à organiser les concours concernés aux dates indiquées.

Toute demande de dossier doit être formulée uniquement pendant la période de retrait déterminée :

- soit par voie de préinscription sur le site internet des centres de gestion organisateurs ;

- soit par courrier (le cachet de la poste faisant foi), mentionnant l'intitulé du concours concerné et accompagné d'une enveloppe de format 21x29,7 cm (A4), timbrée au tarif en vigueur (de 100 à 250 g) et libellée aux nom et adresse du demandeur ;

- soit sur place, pendant les horaires d'ouverture des Centres de gestion.

Catégorie	Concours	Externe	Interne	3° crs	Date du concours	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs (et partenaires) en 2018	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
<b>FILIÈRE ADMINISTRATIVE</b>										
<b>A</b>	<b>Attaché</b>	X	X	X	<b>22/11/2018</b>	du 27/03/18 au 09/05/18	17/05/18	<b>cdg69</b> www.cdg69.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	X	X	X					tous les 2 ans	03/10/19
<b>B</b>	<b>Rédacteur</b>	X	X	X					tous les 2 ans	03/10/19
<b>C</b>	<b>Adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	X	X	X	<b>15/03/2018</b>	du 03/10/17 au 08/11/17	16/11/17	<b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE TECHNIQUE</b>										
<b>A</b>	<b>Ingénieur</b> Spécialités : - ingénierie, gestion technique et architecture - infrastructures et réseaux - prévention et gestion des risques - urbanisme, aménagement et paysages - informatique et systèmes d'information	X	X						tous les 2 ans	12 et 13/06/19
<b>B</b>	<b>Technicien principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> Spécialités : - bâtiments, génie civil - réseaux, voirie et infrastructures - prévention et gestion des risques, hygiène, restauration (sauf 3 <sup>e</sup> voie) - aménagement urbain et développement durable (sauf 3 <sup>e</sup> voie) - espaces verts et naturels - ingénierie, informatique et systèmes d'information (sauf 3 <sup>e</sup> voie) - services et intervention techniques - métiers du spectacle	X	X	X	<b>12/04/2018</b>	du 03/10/17 au 08/11/17	16/11/2017	<b>cdg69</b> www.cdg69.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>B</b>	<b>Technicien</b> Spécialités : - bâtiment, génie civil - réseaux, voirie et infrastructures - prévention et gestion des risques, hygiène, restauration (sauf 3 <sup>e</sup> voie) - aménagement urbain et développement durable (sauf 3 <sup>e</sup> voie) - espaces verts et naturels - ingénierie, informatique et systèmes d'information (sauf 3 <sup>e</sup> voie) - services et intervention techniques - métiers du spectacle	X	X	X	<b>12/04/2018</b>	du 03/10/17 au 08/11/17	16/11/17	<b>cdg69</b> www.cdg69.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	

Catégorie	Concours	Externe	Interne	3° crs	Date du concours	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs (et partenaires) en 2018	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl. des établissements d'enseignement</b> Spécialités : - agencement et revêtement - équipement bureautiques et audiovisuels - espaces verts et installations sportives - installations électriques, sanitaires et thermiques - lingerie - magasinage des ateliers - restauration	X	X	X					tous les 2 ans	28/11/19
C	<b>Agent de maîtrise</b> Spécialités : - bâtiments, travaux publics, voirie, réseaux divers - logistique et sécurité - environnement, hygiène - espaces naturels, espaces verts - mécanique, électromécanique, électronique, électrotechnique - restauration - techniques de la communication et des activités artistiques	X	X	X					tous les 2 ans	24/01/19
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl.</b> Spécialité : - bâtiment, travaux publics, voirie et réseaux divers	X	X	X	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/17	<b>cdg03</b> www.cdg03.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 42, 43 et 63) et <b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 69, 73 et 74)	tous les 2 ans	
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl.</b> Spécialité : - espaces naturels, espaces verts	X	X	X	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/17	<b>cdg42</b> www.cdg42.org (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl.</b> Spécialités : - mécanique, électromécanique - logistique, sécurité	X	X	X	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/17	<b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl.</b> Spécialité : - restauration	X	X	X	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/17	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 69, 73 et 74) et <b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 42, 43 et 63)	tous les 2 ans	
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl.</b> Spécialité : - environnement, hygiène	X	X	X	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/17	<b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 43 et 63) et <b>cdg69</b> www.cdg69.fr (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 42, 69, 73 et 74)	tous les 2 ans	
C	<b>Adjoint technique principal de 2° cl.</b> Spécialité : - conduite de véhicules	X	X	X	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/17	<b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	

Catégorie	Concours	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> crs	Date du concours	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs (et partenaires) en 2018	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
<b>FILIÈRE CULTURELLE</b>										
A	<b>Attaché de conservation du patrimoine</b> Spécialités : - archéologie - archives - inventaire - musées - patrimoine scientifique technique et naturel	X	X	X					tous les 3 ans	15 et 16/05/19
A	<b>Bibliothécaire</b> Spécialités : - bibliothèques - documentation	X	X						tous les 3 ans	19/05/20
B	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> Spécialités : - musées - bibliothèques - archives - documentation	X	X	X					tous les 2 ans à compter de 2019	21/05/19
B	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques</b> Spécialités : - musées - bibliothèques - archives - documentation	X	X	X					tous les 2 ans à compter de 2019	21/05/19
C	<b>Adjoint du patrimoine principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	X	X	X					tous les 2 ans	21/03/19
<b>FILIÈRE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE</b>										
A	<b>Directeur d'établissement d'enseignement artistique 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> catégories</b> Spécialités : - musique, danse et art dramatique - arts plastiques	X	X		<b>16/05/2018</b>	du 09/01/18 au 07/02/18	15/02/2018	<b>cdg54</b> www.cdg54.fr (organisation nationale)	tous les 3 ans	
A	<b>Professeur d'enseignement artistique</b>	X	X						tous les 4 ans	01/02/19
B	<b>Assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	X	X	X	<b>À partir du 08/02/18</b>	du 31/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg69</b> www.cdg69.fr (spécialité "musique", discipline "piano") <b>cdg73</b> www.cdg73.com (spécialité "musique", discipline "guitare") (organisation nationale)	tous les 4 ans	

Catégorie	Concours	Externe	Interne	3° crs	Date du concours	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs (et partenaires) en 2018	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
B	Assistant d'enseignement artistique	X	X	X	À partir du 08/02/18	du 31/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<p><b>cdg59</b> www.cdg59.fr (spécialité "musique", discipline "accompagnement musique")</p> <p><b>cdg11</b> www.cdg11.fr (spécialité "musique", discipline "accompagnement danse")</p> <p><b>cdg45</b> www.cdg45.fr (spécialité "arts plastiques")</p> <p><b>CIG GC</b> www.cigversailles.fr (spécialité "art dramatique") (organisation nationale)</p>	tous les 4 ans	
<b>FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE (SUR TITRES)</b>										
A	Biologiste vétérinaire pharmacien	X							tous les 4 ans	02/11/21
A	Médecin	X							tous les 2 ans	28/01/19
A	Cadre de santé paramédical de 2 <sup>e</sup> cl. Spécialités : - puéricultrice cadre de santé - infirmier cadre de santé - technicien paramédical cadre de santé	X	X		À partir du 10/04/2018	du 03/10/17 au 08/11/17	16/11/2017	<p><b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes) spécialité "puéricultrice cadre de santé"</p> <p><b>cdg25</b> www.cdg25.org spécialités "infirmier cadre de santé" et "technicien paramédical cadre de santé"</p>	tous les 2 ans	
A	Puéricultrice	X							tous les 2 ans	04/02/19
A	Infirmier en soins généraux	X			À partir du 06/02/18	du 24/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	annuelle	
A	Conseiller socio-éducatif	X	X						tous les 4 ans à compter de 2019	12/09/19
B	Moniteur-éducateur et intervenant familial Spécialités : - moniteur-éducateur - technicien de l'intervention sociale et familiale	X			À partir du 13/02/18	du 24/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg45</b> www.cdg45.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 4 ans à compter de 2018	
B	Éducateur de jeunes enfants	X			08/02/2018	du 24/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans à compter de 2018	
B	Assistant socio-éducatif Spécialités : - assistant de service social - conseiller en économie sociale et familiale - éducateur spécialisé	X			04/10/2018	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	<b>cdg42</b> www.cdg42.org (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans à compter de 2018	
C	Auxiliaire de soins principal de 2 <sup>e</sup> cl. Spécialités : - aide-soignant - aide médico-psychologie - assistant dentaire	X			À partir du 11/10/18	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	<p><b>cdg07</b> www.cdg07.com (pour les besoins des cdg 07, 26, 38, 43, 73 et 74) et <b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 01, 03, 15, 42, 63 et 69)</p>	annuelle	
C	Auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>e</sup> cl.	X			À partir du 05/03/2018	du 24/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<p><b>cdg03</b> www.cdg03.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 42, 43 et 63) et <b>cdg07</b> www.cdg07.com (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 69, 73 et 74)</p>	annuelle	

Catégorie	Concours	Externe	Interne	3 <sup>e</sup> crs	Date du concours	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs (et partenaires) en 2018	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
C	ATSEM principal de 2 <sup>e</sup> cl.	X		X	17/10/2018	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	cdg38 www.cdg38.fr (pour les besoins des cdg 38, 26) cdg42 www.cdg42.org (pour les besoins des cdg 07, 42, 43) cdg63 www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 63) cdg69 www.cdg69.fr (pour les besoins des cdg 01, 69) cdg73 www.cdg73.com (pour les besoins des cdg 73, 74)	annuelle pour les concours externe et 3 <sup>e</sup> voie - tous les 2 ans pour le concours interne	
C	Agent social principal de 2 <sup>e</sup> cl.	X							tous les 2 ans	24/10/19
<b>FILIÈRE SPORTIVE</b>										
A	Conseiller des activités physiques et sportives	X	X		23/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	cdg05 www.cdg05.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 4 ans à compter de 2018	
B	Éducateur des activités physiques et sportives principal de 2 <sup>e</sup> cl.	X	X	X	23/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	cdg13 www.cdg13.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
B	Éducateur des activités physiques et sportives	X	X	X	23/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	cdg13 www.cdg13.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE ANIMATION</b>										
B	Animateur principal de 2 <sup>e</sup> cl.	X	X	X					tous les 2 ans	19/09/19
B	Animateur	X	X	X					tous les 2 ans	19/09/19
C	Adjoint d'animation principal de 2 <sup>e</sup> cl.	X	X	X					tous les 2 ans	26/03/19
<b>FILIÈRE POLICE MUNICIPALE</b>										
B	Chef de service de police municipale	X	X	X					tous les 3 ans	11/06/20
C	Gardien-brigadier	X	X		15/05/2018 <i>tests psychotechniques 11/10/2018</i>	du 10/10/17 au 08/11/17	16/11/2017	cdg73 www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	

**COORDONNÉES DES CENTRES DE GESTION DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES :**

Centre de gestion de l'Ain - 145 chemin de Bellevue 01960 PERONNAS - Tél. 04 74 32 13 81 - site internet : www.cdg01.fr

Centre de gestion de l'Allier - Maison des communes - 4 rue Marie Laurencin - 03400 YZEURE - Tél. 04 70 48 21 00 - site internet : www.cdg03.fr

Centre de gestion de l'Ardèche - Le Parc d'activités du Vinobre - 175 chemin des Traverses - CS 70187 - 07204 LACHAPELLE SOUS AUBENAS CEDEX - Tél 04 75 35 68 10 - site internet : www.cdg07.com

Centre de gestion du Cantal - Village d'Entreprises - 14 avenue du Garric - 15000 AURILLAC - Tél. 04 71 63 89 35 - www.cdg15.fr

Centre de gestion de la Drôme - Allée André Revol - Ile Girodet - BP 1112 - 26011 VALENCE - Tél 04 75 82 01 30 - site internet : www.cdg26.fr

Centre de gestion de l'Isère - 416 rue des Universités - CS 50097 38401 SAINT MARTIN D'HERES CEDEX - Tél 04 76 33 20 33 - site internet : www.cdg38.fr

Centre de gestion de la Loire - 24 rue d'Arcole 42000 SAINT ETIENNE - Tél 04 77 42 67 20 - site internet : www.cdg42.org

Centre de gestion de la Haute-Loire - 46 avenue de la Mairie - 43000 ESPALY SAINT MARCEL - Tél. 04 71 05 37 20 - site internet : www.cdg43.fr

Centre de gestion du Puy de Dôme - 7 rue Condorcet 63063 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 - Tél 04 73 28 59 80 - site internet : www.cdg63.fr

Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (coordonnateur de la région Auvergne-Rhône-Alpes) - 9 allée Alban Vistel - 69110 SAINTE FOY-LES-LYON - Tél 04 72 38 49 50 - site internet : www.cdg69.fr

Centre de gestion de la Savoie - Parc d'activités Alpespace - Bât. Ceres - 113 voie Albert Einstein - 73800 FRANCIN - Tél 04 79 70 22 52 - site internet : www.cdg73.com

Centre de gestion de la Haute-Savoie - 55 rue du Val Vert BP 138 74601 SEYNOD CEDEX - Tél 04 50 51 98 64 - site internet : www.cdg74.fr

**Aucun dossier ne pourra être délivré ou retourné en dehors des dates fixées par l'arrêté d'ouverture du concours.**

Attention : pour les courriers et les dossiers envoyés par la poste, les candidats sont invités à vérifier que l'affranchissement est suffisant : tous les courriers taxés au destinataire seront refusés et ne pourront faire l'objet d'un second envoi après la date limite de dépôt des dossiers.

**Informations sur les concours mentionnés ci-avant :**

- **par Internet :** www.cdg69.fr : consultation et téléchargement des calendriers et brochures d'information à tout moment ;

- **par courrier :** pour recevoir une documentation relative à un concours en dehors de la période d'inscription, adresser une demande par voie postale portant l'intitulé du concours concerné, accompagnée d'une enveloppe au format 21x29,7 cm (A4) affranchie au tarif en vigueur (100 à 250 g) et libellée aux nom et adresse du demandeur

**CALENDRIER DES CONCOURS PROGRAMMÉS EN 2018 EN AUVERGNE-RHONE-ALPES**

**Conditions générales :**

- ◆ Être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.
- ◆ Être âgé d'au moins seize ans, dix huit ans pour l'accès au grade de gardien de police municipale
- ◆ Jouir de ses droits civiques et ne pas avoir subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions.
- ◆ Se trouver en situation régulière au regard des obligations du service national

EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
			<i>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017. Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</i>
<b>FILIÈRE ADMINISTRATIVE</b>			
<b>A</b> <b>Attaché</b> Spécialités : - administration générale - gestion du secteur sanitaire et social - analyste - animation - urbanisme et développement des territoires	Être titulaire d'une licence, ou d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par décret. 50% au moins des postes à pourvoir.	Être fonctionnaire ou agent des collectivités territoriales, de l'État ou des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux visés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, ou être agent en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, justifier au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours de 4 années au moins de services publics et être en activité le jour de la clôture des inscriptions. 30% au plus des postes à pourvoir.	Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs mandats en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.
<b>B</b> <b>Rédacteur principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	Être titulaire d'un diplôme sanctionnant deux années de formation homologué au niveau III, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007. 50% au moins des postes à pourvoir.	Conditions d'accès fixées par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT : fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, FPH, militaires, agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, comptant au moins 4 ans de services publics au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Le candidat doit être en activité le jour de la clôture des inscriptions. 30% au plus des postes à pourvoir.	Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.
<b>B</b> <b>Rédacteur</b>	Être titulaire d'un baccalauréat de l'enseignement secondaire ou d'un diplôme homologué au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007. 30% au moins des postes à pourvoir.	Conditions d'accès fixées par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT : fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, FPH, militaires, agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, comptant au moins 4 ans de services publics au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Le candidat doit être en activité le jour de la clôture des inscriptions. 50% au plus des postes à pourvoir.	Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.
<b>C</b> <b>Adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	Concours externe ouvert, pour 40 % au moins des postes mis aux concours, aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau V de la Nomenclature du répertoire national des certifications professionnelles (BEPC, Brevet des collèges, CAP, BEP,...) ou d'une qualification reconnue comme équivalente.	Concours interne ouvert, pour 40% au plus des postes mis aux concours, aux fonctionnaires et agents non titulaires de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale. Les candidats doivent justifier, au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours d'une année au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique. Ils doivent être en activité le jour de la clôture des inscriptions.	Troisième concours ouvert, pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.

EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
			<p>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</p> <p>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>
<b>FILIÈRE TECHNIQUE</b>			
<p><b>A</b></p> <p><b>Ingénieur</b> Spécialités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ingénierie, gestion technique et architecture</li> <li>- infrastructures et réseaux</li> <li>- prévention et gestion des risques</li> <li>- urbanisme, aménagement et paysages</li> <li>- informatique et systèmes d'information</li> </ul>	<p>Concours externe sur titres avec épreuves ouvert, pour 75% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur délivré dans les conditions prévues par les articles L. 642-1 et suivants du code de l'éducation, ou d'un diplôme d'architecte, ou d'un autre diplôme scientifique ou technique sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat, correspondant à l'une des spécialités ci-contre et reconnu comme équivalent dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007. Les candidats doivent fournir lors de leur inscription au concours une attestation d'obtention du diplôme ou, à défaut, une attestation justifiant qu'ils accomplissent la dernière année du cycle d'études conduisant au diplôme considéré. La condition de diplôme doit être justifiée à une date fixée, par l'arrêté du président du centre de gestion fixant la date des épreuves, au plus tard à la veille de l'établissement par le jury de la liste des admissibles.</p>	<p>Concours interne sur épreuves ouvert, pour 25% au plus des postes à pourvoir, aux fonctionnaires et agents publics, aux militaires, ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale justifiant, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de quatre ans au moins de services effectifs.</p> <p>Ce concours est également ouvert aux candidats justifiant de quatre ans de services auprès d'une administration, un organisme ou un établissement mentionnés au deuxième alinéa du 2<sup>e</sup> de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984, dans les conditions fixées par cet alinéa.</p> <p>Ils doivent être en activité le jour de la clôture des inscriptions.</p>	/
<p><b>B</b></p> <p><b>Technicien principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> Spécialités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiments, génie civil</li> <li>- réseaux, voirie et infrastructures</li> <li>- prévention et gestion des risques, hygiène, restauration</li> <li>- aménagement urbain et développement durable</li> <li>- déplacements, transports</li> <li>- espaces verts et naturels</li> <li>- ingénierie, informatique et systèmes d'information</li> <li>- services et intervention techniques</li> <li>- métiers du spectacle</li> <li>- artisanat et métiers d'art</li> </ul>	<p>Concours sur titres avec épreuves ouvert, pour 50% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologué au niveau III ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 correspondant à l'une des spécialités ouvertes au titre de l'article 10 du décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010.</p>	<p>Ouvert pour au plus 30% des postes à pourvoir.</p> <p>Conditions d'accès fixées par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT : fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, FPH, militaires, agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins 4 ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé.</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
<p><b>B</b></p> <p><b>Technicien</b> Spécialités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiments, génie civil</li> <li>- réseaux, voirie et infrastructures</li> <li>- prévention et gestion des risques, hygiène, restauration</li> <li>- aménagement urbain et développement durable</li> <li>- déplacements, transports</li> <li>- espaces verts et naturels</li> <li>- ingénierie, informatique et systèmes d'information</li> <li>- services et intervention techniques</li> <li>- métiers du spectacle</li> <li>- artisanat et métiers d'art</li> </ul>	<p>Concours sur titres avec épreuves ouvert, pour 30% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un baccalauréat technologique, ou d'un baccalauréat professionnel, ou d'un diplôme homologué au niveau IV sanctionnant une formation technico-professionnelle, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé correspondant à l'une des spécialités ouvertes au titre de l'article 6 du décret n° 2010-1357 du 9/11/10.</p>	<p>Conditions d'accès fixées par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT : fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, FPH, militaires, agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins 4 ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. 50% au plus des postes à pourvoir.</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>

	EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
				<p>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</p> <p>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>
C	<p><b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl. des établissements d'enseignement (ATP2EE)</b></p> <p>Spécialités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- agencement et revêtement</li> <li>- équipement bureautiques et audiovisuels</li> <li>- espaces verts et installations sportives</li> <li>- installations électriques, sanitaires et thermiques</li> <li>- lingerie</li> <li>- magasinage des ateliers</li> <li>- restauration</li> </ul>	<p>Être titulaire d'un titre ou d'un diplôme à finalité professionnelle classé au moins au niveau V (C.A.P, B.E.P., ...) de la nomenclature du répertoire national des certifications professionnelles ou d'une qualification reconnue comme équivalente, obtenus dans la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt. 40 % au moins des postes à pourvoir</p>	<p>Être fonctionnaire ou agent non titulaire de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, ou être agent en fonction dans une organisation internationale. Les candidats doivent justifier, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, d'une année au moins de services publics effectifs et être en activité le jour de la clôture des inscriptions. 40 % au plus des postes à pourvoir</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
C	<p><b>Agent de maîtrise</b></p> <p>Spécialités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiment, travaux publics, voirie, réseaux divers</li> <li>- logistique et sécurité</li> <li>- environnement, hygiène</li> <li>- espaces naturels, espaces verts</li> <li>- mécanique, électromécanique, électronique, électrotechnique</li> <li>- restauration</li> <li>- techniques de la communication et des activités artistiques</li> </ul>	<p>Concours sur titre avec épreuves, ouvert par spécialité (dans une ou plusieurs des 7 spécialités ci-contre). Être titulaire de deux titres ou diplômes sanctionnant une formation technique et professionnelle, homologués au moins au niveau V (CAP, BEP, ...) de la nomenclature du Répertoire National des Certifications Professionnelles.</p> <p>20 % au moins des postes à pourvoir</p>	<p>Concours sur épreuves, ouvert par spécialité. Être fonctionnaire ou agent public en activité, en détachement, en congé parental ou accomplissant le service national ou agent en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.</p> <p>Les candidats doivent justifier au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de trois années au moins de services publics effectifs dans un emploi technique du niveau de la catégorie C, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique et être en activité le jour de la clôture des inscriptions. 60 % au plus des postes à pourvoir.</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
C	<p><b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl. spécialités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiment, travaux publics, voirie et réseaux divers</li> <li>- espaces naturels, espaces verts</li> <li>- mécanique, électromécanique</li> <li>- restauration</li> <li>- environnement, hygiène</li> <li>- communication, spectacle</li> <li>- logistique et sécurité</li> <li>- artisanat d'art</li> <li>- conduite de véhicules</li> </ul>	<p>Être titulaire d'un titre ou diplôme à finalité professionnelle classé au moins au niveau V de la Nomenclature du répertoire national des certifications professionnelles ou d'une qualification reconnue comme équivalente, <u>obtenus dans la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt</u></p> <p>40 % au moins des postes à pourvoir</p>	<p>Être fonctionnaire ou agent non titulaire de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, ou être agent en fonction dans une organisation internationale. Les candidats doivent justifier, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, d'une année au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique.</p> <p>40 % des postes au plus à pourvoir</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
<b>FILIÈRE CULTURELLE</b>				
A	<p><b>Attaché de conservation du patrimoine</b></p> <p>Spécialités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- archéologie</li> <li>- archives, inventaire</li> <li>- musée</li> <li>- patrimoine scientifique technique et naturel</li> </ul>	<p>Être titulaire d'un diplôme national sanctionnant un 2<sup>e</sup> cycle d'études supérieures ou d'un titre ou d'un diplôme de niveau équivalent. 60 % au moins des postes à pourvoir.</p>	<p>Être fonctionnaire ou agent public ou agent en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale. Justifier, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de 4 années au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique et être en activité le jour de la clôture des inscriptions.</p> <p>30 % au plus des postes à pourvoir.</p>	<p>Ouvert pour 10 % au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>



	EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
				<p>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</p> <p>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>
A	<p><b>Bibliothécaire</b> Spécialités : - bibliothèques - documentation</p>	<p>Titulaires d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou d'un titre ou d'un diplôme de niveau équivalent figurant sur une liste établie par décret. Pour les deux tiers au moins des postes à pourvoir.</p>	<p>Être fonctionnaire ou agent public ou agent en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale. Les candidats doivent justifier, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de 4 ans au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique et être en activité le jour de la clôture des inscriptions. Le tiers au plus des postes à pourvoir.</p>	
B	<p><b>Assistant de conservation principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> Spécialités : - musées - bibliothèques - archives - documentation</p>	<p>Concours sur titres avec épreuves ouvert, pour 50% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un diplôme sanctionnant deux années de formation technico-professionnelle homologué au niveau III, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007, correspondant à l'une des spécialités mentionnées à l'article 3 du décret 2011-1642 du 23 novembre 2011 : musée, bibliothèque, archives, documentation.</p>	<p>Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins 4 ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Ouvert pour au plus 30% des postes à pourvoir.</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
B	<p><b>Assistant de conservation</b> Spécialités : - musées - bibliothèques - archives - documentation</p>	<p>Concours sur titres avec épreuves ouvert, pour 30% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme homologué au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007, correspondant à l'une des spécialités mentionnées à l'article 3 du décret 2011-1642 du 23 novembre 2011 : musée, bibliothèque, archives, documentation.</p>	<p>Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins 4 ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Ouvert pour au plus 50% des postes à pourvoir.</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
C	<p><b>Adjoint du patrimoine principal de 2<sup>e</sup> cl.</b></p>	<p>Être titulaire d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau V de la nomenclature du répertoire national des certifications professionnelles ou d'une qualification reconnue comme équivalente. 30% au moins des postes ouverts.</p>	<p>Être fonctionnaire ou agent non titulaire de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ou agent en fonction dans une organisation internationale. Les candidats doivent justifier au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours de 4 années au moins de services publics effectifs, dont 2 années au moins dans les services d'un musée, d'une bibliothèque, des archives, de la documentation ou des parcs et jardins et être en activité le jour de la clôture des inscriptions. 50% au plus des postes ouverts.</p>	<p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>

	EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
<b>FILIERE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE</b>				
<b>A</b>	<b>Directeur d'enseignement artistique 1<sup>re</sup> catégorie</b>	<p><b>Spécialité musique</b> : concours externe sur titres ouvert aux candidats titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des conservatoires à rayonnement régional.</p> <p><b>Spécialité arts plastiques</b> : concours externe sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires des titres ou diplômes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un diplôme national ou reconnu ou visé par l'État sanctionnant une formation d'une durée totale au moins égale à trois années d'études supérieures après le baccalauréat ;</li> <li>- Ou un titre ou diplôme homologué au moins au niveau II des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;</li> <li>- Ou posséder l'un des titres suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- diplôme supérieur d'art plastique de l'École nationale supérieure des beaux-arts</li> <li>- diplôme de l'École nationale supérieure des arts décoratifs</li> <li>- diplôme de l'École nationale supérieure de la création industrielle</li> <li>- diplôme national supérieur d'expression plastique</li> <li>- diplôme national des beaux-arts</li> <li>- titre d'architecte diplômé par le Gouvernement</li> <li>- diplôme de l'Institut français de restauration des oeuvres d'art</li> <li>- diplôme d'études supérieures de l'École du Louvre</li> <li>- diplôme de l'École supérieure des arts appliqués aux industries d'architecture intérieure de l'ameublement Boule</li> <li>- diplôme d'architecture intérieure de l'École Camondo</li> <li>- diplôme de l'École supérieure des arts appliqués Duperré</li> <li>- diplôme de l'École supérieure Estienne des arts et industries graphiques</li> <li>- diplôme de l'École nationale des arts appliqués et des métiers d'art Olivier-de-Serres</li> <li>- diplôme de l'École spéciale d'architecture</li> <li>- diplôme d'études supérieures spécialisées de l'Institut d'urbanisme de Paris VIII</li> <li>- diplôme de l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris-Val-de-Marne</li> <li>- diplôme de paysagiste DPLG de l'École nationale supérieure du paysage de Versailles</li> <li>- diplôme d'ingénieur en génie mécanique, spécialisation Design, de l'université technologique de Compiègne</li> <li>- certificat de fin d'études de l'Institut des hautes études cinématographiques</li> <li>- diplôme de la Fondation européenne des métiers de l'image et du son.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ou justifier d'une pratique artistique appréciée par le ministre chargé de la culture après avis d'une commission créée par arrêté du même ministre</p>	<p><b>Spécialité musique</b> : concours interne sur épreuves est ouvert aux directeurs d'établissement d'enseignement artistique de 2<sup>e</sup> catégorie ainsi qu'aux professeurs d'enseignement artistique ayant exercé pendant 5 ans au moins en qualité de directeurs ou de professeurs titulaires dans un conservatoire classé.</p> <p><b>Spécialité arts plastiques</b> : le concours interne sur épreuves est ouvert aux candidats ayant exercé pendant cinq ans au moins en qualité de professeur titulaire dans une école d'art habilitée par l'État à délivrer un enseignement conduisant à un diplôme d'État ou à un diplôme agréé par l'État sanctionnant un cursus d'au moins trois ans ou dans un établissement des arts plastiques habilité par l'État à délivrer la première ou les deux premières années du cursus conduisant à un diplôme d'État.</p> <p>Les candidats doivent justifier qu'ils sont en activité le jour de la clôture des inscriptions.</p> <p>50% au plus des postes à pourvoir dans chaque spécialité.</p>	<p><i>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</i></p> <p><i>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</i></p>

	EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
				<p>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</p> <p>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>
A	<b>Directeur d'enseignement artistique 2<sup>o</sup> catégorie</b>	<p><b>Spécialité musique</b> : concours externe sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des conservatoires à rayonnement départemental.</p> <p><b>Spécialité arts plastiques</b> : concours externe sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires des titres ou diplômes suivants : un diplôme national ou reconnu ou visé par l'État sanctionnant une formation d'une durée totale au moins égale à trois années d'études supérieures après le baccalauréat ; Ou un titre ou diplôme homologué au moins au niveau II des titres et diplômes de l'enseignement technologique ; Ou posséder l'un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- diplôme supérieur d'art plastique de l'École nationale supérieure des beaux-arts</li> <li>- diplôme de l'École nationale supérieure des arts décoratifs</li> <li>- diplôme de l'École nationale supérieure de la création industrielle</li> <li>- diplôme national supérieur d'expression plastique</li> <li>- diplôme national des beaux-arts</li> <li>- titre d'architecte diplômé par le Gouvernement</li> <li>- diplôme de l'Institut français de restauration des oeuvres d'art</li> <li>- diplôme d'études supérieures de l'École du Louvre</li> <li>- diplôme de l'École supérieure des arts appliqués aux industries d'architecture intérieure de l'ameublement Boule</li> <li>- diplôme d'architecture intérieure de l'École Camondo</li> <li>- diplôme de l'École supérieure des arts appliqués Duperré</li> <li>- diplôme de l'École supérieure Estienne des arts et industries graphiques</li> <li>- diplôme de l'École nationale des arts appliqués et des métiers d'art Olivier-de-Serres</li> <li>- diplôme de l'École spéciale d'architecture</li> <li>- diplôme d'études supérieures spécialisées de l'Institut d'urbanisme de Paris VIII</li> </ul>	<p><b>Spécialité musique</b> : le concours interne sur épreuves est ouvert aux candidats ayant exercé en qualité de professeur titulaire dans un conservatoire classé pendant cinq ans au moins.</p> <p><b>Spécialité arts plastiques</b> : le concours interne sur épreuves est ouvert aux candidats ayant exercé pendant cinq ans au moins en qualité de professeur titulaire dans une école d'art habilitée par l'État à délivrer un enseignement conduisant à un diplôme d'État ou à un diplôme agréé par l'État sanctionnant un cursus d'au moins trois ans ou dans un établissement des arts plastiques habilité par l'État à délivrer la première ou les deux premières années du cursus conduisant à un diplôme d'État.</p> <p>Les candidats doivent justifier qu'ils sont en activité le jour de la clôture des inscriptions.</p> <p>50% au plus des postes à pourvoir dans chaque spécialité.</p>	
A	<b>Professeur d'enseignement artistique</b>	<p><b>Spécialités Musique et Danse</b> : concours externes sur titres avec épreuve ouverts dans l'une de ces spécialités et, le cas échéant, dans les spécialités Art dramatique et Arts plastiques, aux titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur des conservatoires classés ;</p> <p><b>Spécialité Art dramatique</b> : concours externe sur titres avec épreuve ouvert aux candidats titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur des conservatoires classés obtenu dans la discipline Art dramatique ;</p> <p><b>Spécialité Arts plastiques</b> : à un concours externe sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures figurant sur une liste établie par décret ou d'un titre ou diplôme de niveau équivalent.</p> <p>Le concours externe est également ouvert, pour l'enseignement des arts plastiques, aux candidats justifiant d'une pratique artistique appréciée par le ministre chargé de la culture, après avis d'une commission créée par arrêté du même ministre.</p>	<p>Concours interne ouvert, pour 20% des postes à pourvoir, dans l'une ou l'autre des spécialités suivantes : Musique, Danse, Art dramatique, Arts plastiques, aux assistants d'enseignants artistiques justifiant, au 1er janvier de l'année du concours, de trois années au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique.</p> <p>Dans la spécialité Arts plastiques, le concours interne est un concours sur épreuves et, dans les autres spécialités, un concours sur titres et épreuves.</p> <p>Les formations ou diplômes permettant de participer au concours interne dans les spécialités art dramatique et musique, ainsi que les diplômes le permettant dans la spécialité danse, sont précisés par décret.</p> <p>Le concours interne est également ouvert, pour l'enseignement des arts plastiques, aux candidats justifiant d'une pratique artistique appréciée par le ministre chargé de la culture, après avis d'une commission créée par arrêté du même ministre.</p>	
B	<b>Assistant d'enseignement artistique</b> spécialités : - musique - art dramatique - arts plastiques	<p>Concours externe sur titres avec épreuves ouvert, pour 30% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un titre figurant sur une liste établie par décret ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié.</p>	<p>Concours interne ouvert pour au plus 50% des postes à pourvoir.</p> <p>Conditions d'accès non fixées dans le statut particulier mais dans le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT : fonctionnaires et agents de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>	<p>Troisième concours ouvert pour au plus 20% des postes à pourvoir aux candidats justifiant de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>

	EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
				<i>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017. Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</i>
<b>B</b>	<b>Assistant d'enseignement artistique principal de 2° cl.</b>	Concours externe sur titre avec épreuves ouvert, pour 50% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation technico-professionnelle homologué au niveau III ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié, correspondant à l'une des spécialités ouvertes au concours : musique, art dramatique, arts plastiques, danse. Ce concours est également ouvert, pour l'enseignement des arts plastiques, aux candidats justifiant d'une pratique artistique appréciée par le ministre chargé de la culture, après avis d'une commission créée par arrêté du même ministre.	Concours interne ouvert pour au plus 30% des postes à pourvoir. Conditions d'accès non fixées dans le statut particulier mais dans le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT : fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, FPH, militaires, agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, à la date de clôture des inscriptions, comptant au moins 4 ans de services publics au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Le concours interne peut être ouvert dans l'une des spécialités suivantes : musique, art dramatique, arts plastiques.	Troisième concours ouvert pour au plus 20% des postes à pourvoir aux candidats justifiant de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires soient prises en compte pour l'accès à ces concours. Le troisième concours peut être ouvert dans l'une des spécialités suivantes : musique, art dramatique, arts plastiques.
<b>FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE (SUR TITRES)</b>				
<b>A</b>	<b>Biologiste, vétérinaire, pharmacien</b>	Ouvert aux candidats titulaires des diplômes d'État de docteur vétérinaire, de docteur en pharmacie ou de pharmacien et aux candidats titulaires d'un des diplômes, certificats ou titres mentionnés à l'article L. 241-2 du code rural et de la pêche maritime et aux articles L. 4221-2 à L. 4221-5 du code de la santé publique et délivrés dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.		
<b>A</b>	<b>Médecin</b>	Concours sur titre avec épreuves ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre de médecin délivré par l'un des États membre de la Communauté européenne ou l'un des autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et visé à l'article L.356-2 (1°) du code de la santé publique. Lorsque les missions correspondant aux postes mis au concours l'exigent, le concours est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme, certificat ou titre de médecin spécialiste dans les spécialités concernées délivré conformément aux obligations communautaires par l'un des États membres de la Communauté européenne ou l'un des autres États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et reconnu en application de l'article L.366 du code de la santé publique.		
<b>A</b>	<b>Cadre de santé paramédical de 2° cl.</b> Spécialités : - puéricultrice cadre de santé - infirmier cadre de santé - technicien paramédical cadre de santé	Concours ouvert, pour 10 % au moins et 20 % au plus des postes à pourvoir, aux candidats titulaires, d'une part, de l'un des diplômes, titres ou autorisations d'exercer mentionnées à l'article 4 du décret du 18 décembre 2012 susvisé, à l'article 4 du décret du 27 mars 2013 susvisé et à l'article 4 du décret du 18 août 2014 susvisé et, d'autre part, du diplôme de cadre de santé ou titre équivalent, justifiant au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours de l'exercice d'une activité professionnelle de puéricultrice, d'infirmier ou de technicien paramédical pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.	Concours interne sur titres ouvert, dans l'une des spécialités, pour 90 % au plus et 80 % au moins des postes à pourvoir, aux fonctionnaires, militaires et agents contractuels, titulaires, d'une part, de l'un des diplômes, titres ou autorisations d'exercer mentionnées à l'article 4 du décret du 18 décembre 2012 susvisé, à l'article 4 du décret du 27 mars 2013 susvisé et à l'article 4 du décret du 18 août 2014 susvisé et, d'autre part, du diplôme de cadre de santé ou d'un titre équivalent, comptant, au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services publics en qualité de puéricultrice, d'infirmier ou de technicien paramédical.	
<b>A</b>	<b>Puéricultrice</b>	Concours sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'État de Puériculture.		
<b>A</b>	<b>Infirmier territorial en soins généraux</b>	Concours sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires soit d'un titre de formation mentionné aux articles L.4311-3 et L.4311-5 du code de la santé publique, soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier délivrée en application de l'article L.4311-4 du même code.		
<b>A</b>	<b>Conseiller socio-éducatif</b>	Concours sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires des diplômes ou titre requis pour être recrutés dans les cadres d'emplois ou corps des assistants socio-éducatifs, éducateurs de jeunes enfants, assistants de service social, conseillers en économie sociale et familiale et des éducateurs techniques spécialisés. Les candidats doivent en outre être titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS) ou d'une autre qualification reconnue comme équivalente par la Commission instituée par l'article 8 du décret du 13 février modifié.	Nouvelles conditions à compter du 1 <sup>er</sup> février 2018 : Concours externe sur titres avec épreuves ouvert, pour 10% au moins et 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les cadres d'emplois ou corps des éducateurs de jeunes enfants, des assistants socio-éducatifs, assistants de service social, conseillers en économie sociale et familiale et éducateurs techniques spécialisés. Les candidats doivent en outre être titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale ou d'une autre qualification reconnue comme équivalente par la commission instituée par l'article 8 du décret du 13 février 2007 modifié.	Nouvelles conditions à compter du 1 <sup>er</sup> février 2018 : Concours interne sur titres ouvert, pour 80% au moins et 90% au plus des postes à pourvoir, aux fonctionnaires et agents contractuels, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale justifiant, au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de six ans au moins de services publics en qualité d'assistants socio-éducatifs, d'éducateurs de jeunes enfants, d'assistants de service social, de conseillers en économie sociale et familiale et d'éducateurs techniques et spécialisés.
<b>B</b>	<b>Moniteur-éducateur et intervenant familial territorial</b>	Concours sur titres avec épreuves ouvert : - spécialité "moniteur-éducateur" : aux candidats titulaires du diplôme d'État de moniteur-éducateur ou titulaire d'un diplôme reconnu équivalent dans les conditions prévues par le décret du 13 février 2007 modifié, - spécialité "technicien de l'intervention sociale et familiale" : aux candidats titulaires du diplôme d'État de technicien de l'intervention sociale et familiale ou titulaires d'un diplôme reconnu équivalent dans les conditions prévues par le décret du 13 février 2007 modifié.		
<b>B</b>	<b>Éducateur de jeunes enfants</b>	Concours sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent dans les conditions prévues par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.		

EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
			Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017. Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.
<b>B</b> Assistent socio-éducatif - Spécialités : - assistant de service social - éducation spécialisée - conseil en économie sociale et familiale	Être titulaire : - pour la spécialité "assistant de service social" : du diplôme d'État d'assistant du service social ou d'un diplôme, certificat ou autres titres mentionnés à l'article L. 411-1 du code de l'action sociale et des familles, - pour la spécialité "éducation spécialisée" : du diplôme d'État d'éducateur spécialisé ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent dans les conditions prévues par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique, - pour la spécialité "Conseil en économie sociale et familiale" : du diplôme d'État de conseiller en économie sociale et familiale ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent dans les conditions prévues par le décret du 13 février 2007 précité.		
<b>C</b> Auxiliaire de soins principal de 2° cl. - spécialités pouvant être ouvertes : aide-soignant, aide médico-psychologique, assistant dentaire	Concours sur titres avec épreuves ouvert pour la spécialité : - aide-soignant : aux candidats titulaires du diplôme d'État d'aide-soignant, du certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignant, du diplôme professionnel d'aide-soignant ou autres diplômes, certificats ou titres mentionnés aux articles L. 4391-1 à L. 4391-4 du code de la santé publique ; - aide médico-psychologique : aux candidats titulaires du diplôme d'État d'aide médico-psychologique ; - assistant dentaire : aux candidats titulaires d'un diplôme ou titre au moins de niveau V inscrit au répertoire national des certifications professionnelles délivré dans le domaine dentaire. Ce concours est également ouvert aux personnes ayant satisfait à l'examen de passage de première en deuxième année du diplôme d'État d'infirmier après 1971 ou du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique après 1979.		
<b>C</b> Auxiliaire de puériculture principal de 2° cl.	Concours externe ouvert aux candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : - certificat d'auxiliaire de puériculture institué par le décret du 13 août 1947, - certificat d'aptitude aux fonctions d'auxiliaire de puériculture, - diplôme professionnel d'auxiliaire de puériculture Concours également ouvert aux personnes ayant satisfait, après 1971, à l'examen de passage de première en deuxième année du diplôme d'État d'infirmier ou, après 1979, du diplôme d'infirmier de Secteur Psychiatrique.		
<b>C</b> ATSEM principal de 2° cl.	Concours externe sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires du CAP petite enfance ou d'une qualification reconnue équivalente. 60% au moins des postes à pourvoir.	Concours interne ouvert aux agents publics justifiant au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours de deux années au moins de services publics effectifs effectués auprès de jeunes enfants en milieu scolaire et maternel et en activité le jour de la clôture des inscriptions. 30% au plus des postes à pourvoir.	Ouvert pour 10% au plus et 5% au moins des postes à pourvoir aux candidats justifiant, au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.
<b>C</b> Agent social principal de 2° cl.	Concours sur titres avec épreuves ouvert aux personnes possédant un diplôme homologué au niveau V ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.		
<b>FILIERE SPORTIVE</b>			
<b>A</b> Conseiller des activités physiques et sportives	Le concours externe est ouvert, aux candidats titulaires d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures ou d'un titre ou d'un diplôme de niveau équivalent figurant sur une liste établie par décret. Deux tiers au moins des postes à pourvoir.	Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et agents publics ainsi qu'aux agents en fonctions dans une organisation internationale intergouvernementale. Les candidats doivent justifier, au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année du concours, de quatre ans au moins de services publics effectifs, compte non tenu des périodes de stage ou de formation dans une école ou un établissement ouvrant accès à un grade de la fonction publique et être en activité le jour de la clôture des inscriptions. Le tiers au plus des postes à pourvoir.	
<b>B</b> Éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2° cl.	Concours externe sur titres avec épreuves ouvert, pour 50% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un diplôme homologué au niveau III : diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DEJEPS), spécialité « perfectionnement sportif », complété du certificat de spécialisation « sauvetage et sécurité en milieu aquatique » pour les mentions de ce diplôme relevant du secteur aquatique ou de la natation ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007.	Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Ouvert pour au plus 30% des postes à pourvoir.	Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association. La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre. Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.

EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS
			<p>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</p> <p>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>
<b>B</b>	<b>Éducateur territorial des activités physiques et sportives</b>	Le concours externe est ouvert, aux candidats titulaires d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle, délivré dans le domaine du sport, au moins de niveau IV, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles. Ouvert pour 40% au moins des postes à pourvoir.	<p>Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Ouvert pour au plus 40% des postes à pourvoir.</p> <p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
<b>FILIERE ANIMATION</b>			
<b>B</b>	<b>Animateur principal de 2° cl.</b>	Concours externe sur titre avec épreuves ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou d'un diplôme professionnel, délivré au nom de l'État et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au niveau III, délivré dans les domaines correspondant aux missions confiées aux membres du cadre d'emplois telles que définies à l'article 2 du décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007. 50% au moins des postes à pourvoir.	<p>Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. 30% au plus des postes à pourvoir.</p> <p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
<b>B</b>	<b>Animateur</b>	Concours externe sur titre avec épreuves ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme professionnel, délivré au nom de l'État et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au niveau IV délivré dans les domaines correspondant aux missions confiées aux membres du cadre d'emplois telles que définies à l'article 2 du décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007. 30% au moins des postes à pourvoir.	<p>Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins 4 ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. 50% au plus des postes à pourvoir.</p> <p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
<b>C</b>	<b>Adjoint d'animation principal de 2° cl.</b>	Le concours externe est ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme professionnel, délivré au nom de l'État et inscrit au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au niveau V, délivré dans les domaines correspondant aux missions confiées aux membres du cadre d'emplois, telles que définies à l'article 3 du décret n° 2006-1693 du 22 décembre 2006, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique. 40% au moins des postes à pourvoir.	<p>Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale. Les candidats doivent justifier au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours d'une année au moins de services publics effectifs et qu'ils sont en activité le jour de la clôture des inscriptions. 40% au plus des postes à pourvoir.</p> <p>Ouvert pour 20% au plus des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au plus tard le premier jour des épreuves, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>

EMPLOIS	CONCOURS EXTERNE	CONCOURS INTERNE	TROISIEME CONCOURS	
			<p>Les conditions énoncées tiennent compte des modifications introduites par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.</p> <p>Il est précisé que la durée des activités présentée pour l'accès au troisième concours ne pourra être prise en compte que si le candidat n'avait pas, lorsqu'il les exerçait, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public. Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article 23 bis de la loi n° 83-634 modifiée soient prises en compte pour l'accès à ces concours.</p>	
<b>FILIERE SÉCURITÉ</b>				
<b>B</b>	<b>Chef de service de police municipale</b>	<p>Concours sur épreuves ouvert, pour 40% au moins des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un baccalauréat, ou d'un diplôme homologué au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007.</p>	<p>Aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'État, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale, en activité le jour de la clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Ouvert pour au plus 50% des postes à pourvoir.</p>	<p>Ouvert pour au plus 10% des postes à pourvoir, aux candidats justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle le concours est ouvert, de l'exercice, pendant une durée de quatre années, d'une ou de plusieurs activités professionnelles, quelle qu'en soit la nature, d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale ou d'une ou de plusieurs activités en qualité de responsable, y compris bénévole, d'une association.</p> <p>La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.</p> <p>Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.</p>
<b>C</b>	<b>Gardien-brigadier</b>	<p>Concours externe ouvert, pour 50% au moins du nombre des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau V ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par les dispositions du décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.</p>	<p>1<sup>er</sup> concours interne ouvert, pour 30% au plus du nombre des postes à pourvoir, aux agents publics de la fonction publique territoriale exerçant depuis au moins deux ans, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, des fonctions d'agent de surveillance de la voie publique ;</p> <p>2<sup>e</sup> concours interne ouvert, pour 20% au plus du nombre des postes à pourvoir, aux agents publics mentionnés au 3<sup>e</sup> de l'article L. 4145-1 du code de la défense et à l'article L. 411-5 du code de la sécurité intérieure exerçant depuis au moins deux ans, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.</p>	



## CALENDRIER DES EXAMENS PROGRAMMÉS EN 2018 EN RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Centres de Gestion  
de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Ce calendrier ne constitue pas un engagement des Centres de gestion à organiser les examens concernés aux dates indiquées.

Toute demande de dossier doit être formulée **uniquement pendant la période de retrait déterminée** :

- soit **par voie de préinscription** sur le site internet des Centres de gestion organisateurs proposant ce service ;

- soit **par courrier** (le cachet de la poste faisant foi), qui doit alors contenir l'intitulé de l'examen concerné et une enveloppe de format 21x29,7 cm (A4), affranchie au tarif en vigueur (100 à 250 g) et libellée aux nom et adresse du demandeur ;

- soit **sur place**, pendant les horaires d'ouverture des Centres de gestion.

Catégorie	Examen professionnel	Date de l'examen	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>							
<b>A</b>	<b>Attaché principal</b> par voie d'avancement de grade					tous les 2 ans	04/04/19
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<b>27/09/2018</b>	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<b>27/09/2018</b>	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> promotion interne	<b>27/09/2018</b>	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint administratif principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade					tous les 2 ans	
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>							
<b>A</b>	<b>Ingénieur</b> par voie de promotion interne	<b>14/06/2018</b>	du 09/01/18 au 07/02/18	15/02/2018	<b>cdg69</b> www.cdg69.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>B</b>	<b>Technicien principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialités : - Bâtiments, génie civil - Réseaux, voirie et infrastructures - Prévention et gestion des risques, hygiène, restauration - Aménagement urbain et développement durable - Déplacements, transports - Espaces verts et naturels - Ingénierie, informatique et systèmes d'information - Services et interventions techniques - Métiers du spectacle - Artisanat et métiers d'art					tous les 2 ans	11/04/19



Catégorie	Examen professionnel	Date de l'examen	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
<b>B</b>	<b>Technicien principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie de promotion interne et par voie d'avancement de grade Spécialités : - Bâtiments, génie civil - Réseaux, voirie et infrastructures - Prévention et gestion des risques, hygiène, restauration - Aménagement urbain et développement durable - Déplacements, transports - Espaces verts et naturels - Ingénierie, informatique et systèmes d'information - Services et interventions techniques - Métiers du spectacle - Artisanat et métiers d'art					tous les 2 ans	11/04/19
<b>C</b>	<b>Agent de maîtrise</b> par voie de promotion interne					tous les 2 ans	24/01/19
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - bâtiment, travaux publics, voirie et réseaux divers	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg03</b> www.cdg03.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 42, 43 et 63) et <b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 69, 73 et 74)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - espaces naturels, espaces verts	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg42</b> www.cdg42.org (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 42, 69, 73 et 74) et <b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 43 et 63)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialités : - mécanique, électromécanique - logistique, sécurité	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - restauration	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 69, 73 et 74) et <b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 42, 43 et 63)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - environnement, hygiène	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins des cdg 03, 15, 43 et 63) et <b>cdg69</b> www.cdg69.fr (pour les besoins des cdg 01, 07, 26, 38, 42, 69, 73 et 74)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - communication, spectacle	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg42</b> www.cdg42.org (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - artisanat d'art	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg03</b> www.cdg03.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade Spécialité : - conduite de véhicules	18/01/2018	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg63</b> www.cdg63.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE CULTURELLE</b>							
<b>A</b>	<b>Attaché principal de conservation du patrimoine</b> par voie d'avancement de grade	13/12/2018	du 15/05/18 au 20/06/18	28/06/2018	<b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes) sous réserve de la publication du décret d'organisation	tous les 2 ans	

Catégorie	Examen professionnel	Date de l'examen	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
B	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	24/05/2018	du 09/01/18 au 07/02/18	15/02/2018	<b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
B	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	24/05/2018	du 09/01/18 au 07/02/18	15/02/2018	<b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
B	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie de promotion interne					tous les 2 ans à compter de 2020	26/05/20
C	<b>Adjoint du patrimoine principal de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	29/03/2018	du 03/10/17 au 08/11/17	16/11/2017	<b>cdg73</b> www.cdg73.com (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE</b>							
A	<b>Directeur d'établissement d'enseignement artistique 2<sup>e</sup> catégorie</b> par voie de promotion interne : Musique, danse et art dramatique - Arts plastiques	16/05/2018	du 09/01/18 au 07/02/18	15/02/2018	<b>cdg54</b> www.cdg54.fr (dans le cadre d'une organisation nationale)	tous les 3 ans	
A	<b>Professeur d'enseignement artistique</b> par voie de promotion interne					tous les 4 ans	01/02/21
B	<b>Assistant d'enseignement artistique principal de 1<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	à partir du 19/03/2018	du 31/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg63</b> www.cdg63.fr (dans le cadre d'une organisation nationale)	tous les 2 ans	
B	<b>Assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	à partir du 19/03/2018	du 31/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg13</b> www.cdg13.com (dans le cadre d'une organisation nationale)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE</b>							
A	<b>Biologiste vétérinaire pharmacien de classe exceptionnelle</b> par voie d'avancement de grade					tous les 4 ans	02/11/21
A	<b>Cadre supérieur de santé paramédical</b> par voie d'avancement de grade	à partir du 10/04/2018	du 03/10/17 au 08/11/17	16/11/2017	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
C	<b>Agent social principal de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	18/10/2018	du 13/03/18 au 11/04/18	19/04/2018	<b>cdg07</b> www.cdg07.com et <b>cdg03</b> www.cdg03.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE SPORTIVE</b>							
A	<b>Conseiller principal des activités physiques et sportives de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade					tous les 3 ans	09/04/20
B	<b>Éducateur des activités physiques et sportives principal de 1<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade					tous les 2 ans	17/01/19
B	<b>Éducateur des activités physiques et sportives principal de 2<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade					tous les 2 ans	17/01/19

Catégorie	Examen professionnel	Date de l'examen	Période de retrait des dossiers de candidature	Date limite de retour des dossiers de candidature	Centres de gestion organisateurs	Périodicité envisagée	Programmation prévisionnelle
<b>B</b>	<b>Éducateur des activités physiques et sportives principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie de promotion interne	<b>23/01/2018</b>	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg35</b> www.cdg35.fr (organisation nationale)	tous les 4 ans	
<b>B</b>	<b>Éducateur des activités physiques et sportives</b> par voie de promotion interne	<b>23/01/2018</b>	du 16/05/17 au 21/06/17	29/06/2017	<b>cdg35</b> www.cdg35.fr (organisation nationale)	tous les 4 ans	
<b>FILIÈRE ANIMATION</b>							
<b>B</b>	<b>Animateur principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<b>20/09/2018</b>	du 24/04/18 au 23/05/18	31/05/2018	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>B</b>	<b>Animateur principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voies d'avancement de grade et de promotion interne	<b>20/09/2018</b>	du 24/04/18 au 23/05/18	31/05/2018	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>C</b>	<b>Adjoint d'animation principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<b>22/03/2018</b>	du 24/10/17 au 29/11/17	07/12/2017	<b>cdg38</b> www.cdg38.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 2 ans	
<b>FILIÈRE SÉCURITÉ</b>							
<b>A</b>	<b>Directeur de police municipale</b> par voie de promotion interne	<b>06/12/2018</b>	du 15/05/18 au 20/06/18	28/06/2018	<b>CIG Grande-Couronne</b> www.cigversailles.fr (pour les besoins de la région Auvergne-Rhône-Alpes)	tous les 4 ans	
<b>B</b>	<b>Chef de service de police municipale principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie par voie d'avancement de grade					tous les 3 ans	20/06/19
<b>B</b>	<b>Chef de service de police municipale principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie par voie d'avancement de grade					tous les 3 ans	20/06/19
<b>B</b>	<b>Chef de service de police municipale</b> par voie de promotion interne					tous les 3 ans	11/06/20

#### COORDONNÉES DES CENTRES DE GESTION DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES :

Centre de gestion de l'Ain - 145 chemin de Bellevue 01960 PERONNAS - Tél. 04 74 32 13 81 - site internet : www.cdg01.fr

Centre de gestion de l'Allier - Maison des communes - 4 rue Marie Laurencin - 03400 YZEURE - Tél. 04 70 48 21 00 - site internet : www.cdg03.fr

Centre de gestion de l'Ardèche - Le Parc d'activités du Vinobre - 175 chemin des Traverses - CS 70187 - 07204 LACHAPELLE SOUS AUBENAS CEDEX - Tél 04 75 35 68 10 - site internet : www.cdg07.com

Centre de gestion du Cantal - Village d'Entreprises - 14 avenue du Garric - 15000 AURILLAC - Tél. 04 71 63 89 35 - www.cdg15.fr

Centre de gestion de la Drôme - Allée André Revol - Ile Girodet - BP 1112 - 26011 VALENCE - Tél 04 75 82 01 30 - site internet : www.cdg26.fr

Centre de gestion de l'Isère - 416 rue des Universités - CS 50097 38401 SAINT MARTIN D'HERES CEDEX - Tél 04 76 33 20 33 - site internet : www.cdg38.fr

Centre de gestion de la Loire - 24 rue d'Arcole 42000 SAINT ETIENNE - Tél 04 77 42 67 20 - site internet : www.cdg42.org

Centre de gestion de la Haute-Loire - 46 avenue de la Mairie - 43000 ESPALY SAINT MARCEL - Tél. 04 71 05 37 20 - site internet : www.cdg43.fr

Centre de gestion du Puy de Dôme - 7 rue Condorcet 63063 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 - Tél 04 73 28 59 80 - site internet : www.cdg63.fr

Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (coordonnateur de la région Auvergne Rhône-Alpes) - 9 allée Alban Vistel - 69110 SAINTE FOY-LES-LYON - Tél 04 72 38 49 50 - site internet : www.cdg69.fr

Centre de gestion de la Savoie - Parc d'activités Alpespace - Bât. Ceres - 113 voie Albert Einstein - 73800 FRANCIN - Tél 04 79 70 22 52 - site internet : www.cdg73.com

Centre de gestion de la Haute-Savoie - 55 rue du Val Vert BP 138 74601 SEYNOD CEDEX - Tél 04 50 51 98 64 - site internet : www.cdg74.fr

#### Aucun dossier ne pourra être délivré ou retourné en dehors des dates fixées par l'arrêté d'ouverture de l'examen.

Attention : pour les courriers et les dossiers envoyés par la poste, les candidats sont invités à vérifier que l'affranchissement est suffisant : tous les courriers taxés au destinataire seront refusés et ne pourront faire l'objet d'un second envoi après la date limite de dépôt des dossiers.

#### Informations sur les examens mentionnés ci-avant :

- **par internet** : www.cdg69.fr : consultation et téléchargement des calendriers et brochures d'information à tout moment ;

- **par courrier** : pour recevoir une documentation relative à un examen en dehors de la période d'inscription, adresser une demande par voie postale portant l'intitulé de l'examen concerné, accompagnée d'une enveloppe au format 21x29,7 cm (A4) timbrée au tarif en vigueur (de 100 à 250 g) et libellée aux nom et adresse du demandeur.

<b>FILIÈRE ADMINISTRATIVE</b>		
<b>A</b>	<b>Attaché principal</b> par voie d'avancement de grade	<i>Peuvent être nommés au grade d'attaché principal après inscription sur un tableau d'avancement après un examen professionnel, les attachés qui justifient au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement d'une durée de 3 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et comptant au moins 1 an d'ancienneté dans le 5<sup>e</sup> échelon du grade d'attaché.</i>
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 5<sup>e</sup> échelon du 2<sup>e</sup> grade (soit le grade de rédacteur principal de 2<sup>e</sup> classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue dans l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013, la condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2019.  Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 6<sup>e</sup> échelon du 2<sup>e</sup> grade et justifiant d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.</i>
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 4<sup>e</sup> échelon du 1<sup>er</sup> grade (soit le grade de rédacteur) et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue dans l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, la condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2019.  Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 4<sup>e</sup> échelon du premier grade et d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.</i>
<b>B</b>	<b>Rédacteur principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie de promotion interne	<i>Peuvent être inscrits sur liste d'aptitude, après avoir satisfait aux épreuves d'un examen professionnel, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, titulaires d'un grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>re</sup> classe ou du grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> classe et comptant : - au moins 12 ans de services publics effectifs, dont 5 années dans ce cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement ; - au moins 10 ans de services publics effectifs, lorsqu'ils exercent les fonctions de secrétaire de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants depuis au moins quatre ans.</i>
<b>C</b>	<b>Adjoint administratif principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux agents relevant du grade d'adjoint administratif territorial ayant atteint le 4<sup>e</sup> échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</i>
<b>FILIÈRE TECHNIQUE</b>		
<b>A</b>	<b>Ingénieur</b> par voie de promotion interne	<i>Alinéa 1 : ouvert aux membres du cadre d'emplois des techniciens territoriaux justifiant de 8 ans de services effectifs dans un cadre d'emplois technique de catégorie B. Alinéa 2 : ouvert aux membres du cadre d'emplois des techniciens territoriaux qui, seuls de leur grade, dirigent depuis au moins 2 ans la totalité des services techniques des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale de moins de 20 000 habitants dans lesquels il n'existe pas de membres du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.</i>
<b>B</b>	<b>Technicien principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 5<sup>e</sup> échelon du 2<sup>e</sup> grade (soit le grade de technicien principal de 2<sup>e</sup> classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</i>
<b>B</b>	<b>Technicien principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 4<sup>e</sup> échelon du 1<sup>er</sup> grade (soit le grade de technicien) et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</i>

<b>B</b>	<b>Technicien principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie de promotion interne	Ouvert aux : - agents de maîtrise territoriaux (tous grades) comptant au moins 8 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique ; - adjoints techniques principaux de 2 <sup>e</sup> et 1 <sup>re</sup> classes comptant au moins 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique ; - adjoints techniques principaux de 2 <sup>e</sup> et 1 <sup>e</sup> classes des établissements d'enseignement comptant au moins 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique.
<b>C</b>	<b>Agent de maîtrise</b> par voie de promotion interne	Peuvent être inscrits sur une liste d'aptitude par voie de promotion interne, après réussite à un examen professionnel, les adjoints techniques territoriaux ou les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement comptant au moins 7 ans de services effectifs dans un ou plusieurs cadres d'emplois techniques.
<b>C</b>	<b>Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	Ouvert aux agents relevant du grade d'adjoint technique territorial ayant atteint le 4 <sup>e</sup> échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.
<b>FILIÈRE CULTURELLE</b>		
<b>A</b>	<b>Attaché principal de conservation du patrimoine</b> par voie d'avancement de grade	Ouvert aux attachés de conservation du patrimoine qui justifient, au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement, d'une durée de trois ans de services effectifs dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A ou de même niveau et ont atteint le 5 <sup>e</sup> échelon du grade d'attaché de conservation du patrimoine.
<b>B</b>	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1<sup>er</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 5 <sup>e</sup> échelon du 2 <sup>e</sup> grade (soit le grade d'assistant de conservation principal de 2 <sup>e</sup> classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue dans l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, la condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2019. Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 6 <sup>e</sup> échelon du 2 <sup>e</sup> grade et justifiant d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.
<b>B</b>	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	Ouvert aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 4 <sup>e</sup> échelon du 1 <sup>er</sup> grade (soit le grade d'assistant de conservation) et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue dans l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, la condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2019. Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 4 <sup>e</sup> échelon du premier grade et d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.
<b>B</b>	<b>Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie de promotion interne	Peuvent être inscrits sur liste d'aptitude, après admission à un examen professionnel, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine titulaires du grade d'adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>re</sup> classe ou d'adjoint du patrimoine principal de 2 <sup>e</sup> classe, comptant au moins 12 ans de services publics effectifs, dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois à caractère culturel en position d'activité ou de détachement.
<b>C</b>	<b>Adjoint du patrimoine principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	Ouvert aux agents relevant du grade d'adjoint territorial du patrimoine ayant atteint le 4 <sup>e</sup> échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.

<b>FILIÈRE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE</b>		
<b>A</b>	<b>Directeur d'enseignement artistique 2<sup>e</sup> catégorie</b> par voie de promotion interne	<i>Le cadre d'emplois comprend 2 spécialités : 1) Musique, danse et art dramatique ; 2) Arts plastiques Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude, correspondant à la spécialité dans laquelle ils ont fait acte de candidature, après examen professionnel, les professeurs d'enseignement artistique qui, âgés de 40 ans au moins, justifient de plus de 10 années de services effectifs accomplis dans cet emploi.</i>
<b>A</b>	<b>Professeur d'enseignement artistique</b> par voie de promotion interne	<i>Ouvert aux fonctionnaires territoriaux qui justifient de plus de 10 années de services effectifs accomplis dans les grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>e</sup> classe ou d'assistant d'enseignement artistique principal de 1<sup>re</sup> classe.</i>
<b>B</b>	<b>Assistant d'enseignement artistique principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 5<sup>e</sup> échelon du 2<sup>e</sup> grade (soit le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>e</sup> classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 6<sup>e</sup> échelon du 2<sup>e</sup> grade et justifiant d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.</i>
<b>B</b>	<b>Assistant d'enseignement artistique principal de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 4<sup>e</sup> échelon du 1<sup>er</sup> grade (soit le grade d'assistant d'enseignement artistique) et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 4<sup>e</sup> échelon du premier grade et d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.</i>
<b>FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE</b>		
<b>A</b>	<b>Biologiste vétérinaire pharmacien de classe exceptionnelle</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux biologistes, vétérinaires et pharmaciens de classe normale ayant atteint le 6<sup>e</sup> échelon de leur grade ainsi que les biologistes, vétérinaires et pharmaciens hors classe, qui justifient de 4 ans de services effectifs dans le cadre d'emplois.</i>
<b>A</b>	<b>Cadre supérieur de santé paramédical</b> par voie d'avancement de grade	<i>Peuvent être nommés cadres supérieurs de santé, après inscription sur un tableau d'avancement établi après avis de la commission administrative paritaire, les cadres de santé de 1<sup>re</sup> classe comptant, au plus tard au 31 décembre de l'année au titre de laquelle le tableau d'avancement est établi, au moins trois ans de services effectifs dans un corps ou cadre d'emplois de cadres de santé qui ont satisfait à un examen professionnel dont le programme et les modalités sont fixés par décret.</i>
<b>B</b>	<b>Moniteur éducateur et intervenant familial principal</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins 1 an dans le 4<sup>e</sup> échelon du 1<sup>er</sup> grade (soit le grade de moniteur éducateur et intervenant familial) et d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</i>
<b>C</b>	<b>Agent social principal de 2<sup>e</sup> cl.</b>	<i>Ouvert aux agents sociaux ayant atteint le 4<sup>e</sup> échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.</i>
<b>FILIÈRE SPORTIVE</b>		
<b>A</b>	<b>Conseiller principal des APS de 2<sup>e</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Peuvent être nommés au grade de conseiller principal de seconde classe après inscription sur un tableau d'avancement, après un examen professionnel organisé par les centres de gestion, les conseillers qui justifient au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement d'une durée de 8 ans de services effectifs accomplis en position d'activité ou de détachement dans un cadre d'emplois, corps ou emploi de catégorie A, la période de stage précédant la titularisation, le temps effectivement accompli au titre du service militaire obligatoire ou du service national actif et la fraction qui excède la 12<sup>e</sup> année de l'ancienneté acquise dans un grade de catégorie B étant assimilés dans la limite de 3 ans à des périodes de services effectifs.</i>
<b>B</b>	<b>Éducateur des APS principal de 1<sup>re</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 5<sup>e</sup> échelon du 2<sup>e</sup> grade (soit le grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 2<sup>e</sup> classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</i>

<b>B</b>	<b>Éducateur des APS principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 4<sup>o</sup> échelon du 1<sup>er</sup> grade (soit le grade d'éducateur des activités physiques et sportives) et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.</i>
<b>B</b>	<b>Éducateur des APS principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie de promotion interne	<i>Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude prévue pour l'accès au grade, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives, titulaires des grades d'opérateur qualifié et d'opérateur principal, comptant au moins 10 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont 5 années au moins dans le cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives.</i>
<b>B</b>	<b>Éducateur des APS</b> par voie de promotion interne	<i>Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude prévue pour l'accès au grade les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives, titulaires des grades d'opérateur qualifié et d'opérateur principal, comptant au moins 8 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'État, dont 5 années au moins dans le cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives.</i>

#### FILIÈRE ANIMATION

<b>B</b>	<b>Animateur principal de 1<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 5<sup>o</sup> échelon du 2<sup>o</sup> grade (soit le grade d'animateur principal de 2<sup>o</sup> classe) et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue dans l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, la condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2019. Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 6<sup>o</sup> échelon du 2<sup>o</sup> grade et justifiant d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.</i>
<b>B</b>	<b>Animateur principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux fonctionnaires ayant au moins atteint le 4<sup>o</sup> échelon du 1<sup>er</sup> grade (soit le grade d'animateur) et justifiant d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Compte tenu de la mesure dérogatoire contenue dans l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, la condition d'ancienneté doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2019. Cet examen est également ouvert, de façon transitoire en 2018, aux fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 4<sup>o</sup> échelon du premier grade et d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau. Dans ce cas, la condition d'ancienneté, qui doit être remplie au plus tard le 31 décembre 2018, est appréciée sur la base de la situation d'un agent qui n'aurait pas été reclassé au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et dont la carrière se serait déroulée à l'ancienneté maximum sur la base des anciennes grilles d'avancement. Cette dernière condition d'ancienneté permet alors une inscription au tableau d'avancement au titre de la seule année 2018.</i>
<b>B</b>	<b>Animateur principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie de promotion interne	<i>Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude prévue pour l'accès au grade les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation titulaires des grades d'adjoint d'animation principal de 1<sup>o</sup> classe et d'adjoint d'animation principal de 2<sup>o</sup> classe, comptant au moins 12 ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité ou de l'État, dont 5 années au moins dans le cadre d'emplois des adjoints d'animation.</i>
<b>C</b>	<b>Adjoint d'animation principal de 2<sup>o</sup> cl.</b> par voie d'avancement de grade	<i>Ouvert aux agents relevant du grade d'adjoint territorial d'animation ayant atteint le 4<sup>o</sup> échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C et qui ont été admis à l'examen professionnel.</i>

#### FILIÈRE SÉCURITÉ

<b>A</b>	<b>Directeur de police municipale</b> par voie de promotion interne	<i>Peuvent être inscrits sur liste d'aptitude, les fonctionnaires territoriaux qui justifient de plus de 10 années de services effectifs accomplis dans un cadre d'emplois de police municipale, dont 5 années au moins en qualité de chefs de service de police municipale, et qui ont été admis à un examen professionnel.</i>
<b>B</b>	<b>Chef de service de police municipale</b> par voie de promotion interne	<i>Peuvent être inscrits sur liste d'aptitude, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres comptant au moins 8 ans de services effectifs dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement et qui ont été admis à un examen professionnel.</i>